

# POPULATION ET TRAVAIL

## Dynamiques démographiques et activités

*Colloque international d'Aveiro  
(Portugal, 18-23 septembre 2006)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE  
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France)  
<http://www.aidelf.org> – Courriel : [aidelf-colloque2006@ined.fr](mailto:aidelf-colloque2006@ined.fr)

# Implications du vieillissement de la population réunionnaise sur le marché du travail

---

**Frédéric SANDRON**

Chargé de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement)

UMR 151 Laboratoire Population Environnement Développement IRD/Université de Provence

Habilité à diriger les recherches à l'Université Paris-V

## Introduction

Au cours de la seconde moitié du vingtième siècle, l'île de la Réunion a connu une transition démographique parmi les plus rapides du monde ainsi qu'un développement économique spectaculaire. D'un point de vue démographique, cette transition haute et courte a entraîné une importante croissance de l'effectif de la population mais aussi une modification de sa structure, processus en cours qui va se traduire notamment pour les décennies à venir par une forte et continue augmentation de la proportion de personnes âgées au détriment des classes d'âges jeunes. D'un point de vue économique, le passage d'une économie primaire à une économie essentiellement tertiaire s'est fait dans des conditions d'emploi tellement défavorables que la Réunion est la région européenne connaissant le taux de chômage le plus important au début du 21<sup>ème</sup> siècle (Colliez et Mekkaoui 2002). Pourtant, le rapport de dépendance, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de personnes d'âges non actifs sur celui des personnes d'âges actifs ne cesse de diminuer depuis les années 1970.

L'objet de cette communication est d'analyser les relations entre les transformations de la structure de la population réunionnaise et l'évolution du marché de l'emploi. Une analyse à la fois rétrospective et prospective sera menée et pour cette dernière composante nous tenterons de voir les opportunités sur le marché de l'emploi créées par la transition démographique. En effet, parallèlement au vieillissement de la population, les tranches d'âges actifs vont être proportionnellement les plus nombreuses entre 2010 et 2020, période pendant laquelle le taux de dépendance sera donc le plus faible.

Dans cette perspective, une première section présentera la nature exceptionnelle dans sa rapidité de la transition démographique réunionnaise et ses implications démographiques en termes de vieillissement de la population. Dans une deuxième section, ce même aspect sera abordé sous l'angle de la répartition par âges de la population. La troisième section sera consacrée à l'analyse rétrospective conjointe de la croissance démographique et du marché du travail. Le même type d'analyse sera appliqué de manière prospective dans la quatrième section. Enfin, nous verrons en conclusion quel poids peut-on accorder à la variable démographique dans l'explication du chômage réunionnais.

## 1. Un vieillissement attendu particulièrement rapide

En 1946, date de la départementalisation de la Réunion, l'économie de l'île est essentiellement tournée vers la canne à sucre. Les deux tiers des actifs sont employés dans le secteur primaire et les indicateurs socio-économiques sont ceux d'un pays en développement. La mortalité infantile est de l'ordre de 160 pour mille<sup>1</sup> et l'espérance de vie inférieure à 50 ans. L'île ne compte que 29 médecins généralistes, aucun médecin spécialiste et les cinq petits établissements hospitaliers sont dénoncés pour leur indigence dans le Rapport Finance (1948). Le profil épidémiologique à cette époque indique que les causes de mortalité principales sont

---

<sup>1</sup> La mortalité infantile atteint 230 pour mille en 1948 à la suite du passage d'un fort cyclone.

les maladies infectieuses et parasitaires ainsi que les maladies provoquées par les carences alimentaires. 40% des décès sont imputables au paludisme (Catteau et Catteau 1999).

Ce n'est qu'à partir des années 1960 que la métropole consentira à créer les conditions d'un véritable développement en investissant massivement dans les infrastructures sanitaires, scolaires, administratives, routières etc. C'est la fin d'une société agricole et les mutations socio-économiques sont telles que dès les années 1980, Squarzoni (1986, p.2) écrit que cette transformation de la société réunionnaise après la départementalisation constitue « une des plus spectaculaires mutations pacifiques du globe ». Quelques indicateurs donnent une idée de l'ampleur des transformations (tableau 1).

TABLEAU 1 : ÉVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE ENTRE 1946 ET 1996

	1946	1996
Part de la population active dans le secteur primaire	65%	2%
Taux d'urbanisation	20%	86% (1999)
Nombre de lycées*	2	24 (1997)
Nombre de bacheliers dans l'année*	43	4600
Proportion de logements en dur	8%	98% (1999)
Nombre de médecins pour 1 000 habitants	0,14	1,74
Proportion de logements ayant l'électricité	12%	99%
Proportion de logements ayant l'eau courante	10%	97%
Nombre d'enseignants dans le second degré*	100	6514 (1997)
Espérance de vie	48 ans	74,6 ans
Mortalité infantile	160‰	6,5‰
Nombre de voitures pour 1 000 habitants	5	260 (1994)
Kilomètres de routes bitumées	131	2724 (1994)
Nombre de téléphone pour 1 000 habitants	10	333

\* pour comparer ces chiffres, mentionnons que la population entre 1946 et 1996 a été environ multipliée par 3

Sources : diverses

La modernisation socio-économique a entraîné dans son sillage de profonds changements dans le domaine démographique, comme en témoigne la figure 1. Après une valeur record supérieure à 50 pour mille en 1952, le taux de natalité va diminuer mais la baisse plus précoce de la mortalité va entraîner des taux de croissance naturelle annuels compris entre 2,9% et 3,5%<sup>2</sup> sur la période 1952-1967. Au total, sur la période 1954-2004, l'effectif de la population réunionnaise aura été multiplié par 2,8 et par 3,8 pour la période 1954-2030, si l'on considère le scénario central<sup>3</sup> des projections de l'INSEE (tableau 2).

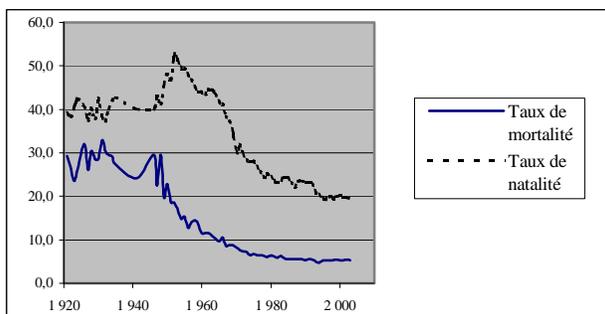
Malgré une fin de transition démographique qui s'attarde, puisque l'indice synthétique de fécondité est estimé à 2,45 enfants par femme en 2004 (TER 2005), le processus de vieillissement de la population est déjà enclenché (tableau 3) et va s'accélérer à partir de la

<sup>2</sup> Rappelons que l'effectif d'une population soumis à un taux de croissance annuel de 3,5% double en 20 ans.

<sup>3</sup> Scénario jugé le plus réaliste par l'INSEE : augmentation de 4 ans d'espérance de vie sur la période 1999-2030, baisse tendancielle sur la même période de l'indice synthétique de fécondité vers 2 enfants par femme en âge de procréer, maintien des phénomènes migratoires observés durant la décennie 1990 soit un excédent migratoire moyen annuel entre 1999 et 2029 de 2 350 personnes (Actif *et al.*, 2002).

décennie 2010. Pour la France métropolitaine, la part des personnes âgées de 60 ans et plus dans la population totale passerait de 20% en 2006 à 31% en 2030 (Durance 2005). Suivant les projections, la Réunion connaîtra donc vers 2025 une proportion de personnes âgées similaire à celle de la métropole aujourd'hui.

FIGURE 1 : ÉVOLUTION DES TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ (POUR MILLE) ENTRE 1921 ET 2003



Source : Festy et Hamon 1983 ; Lopez (web) ; INSEE

TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF ET DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION

Année	Population	Taux de croissance annuel moyen (%)
1954	274 400	
1961	349 300	3,45
1967	416 500	2,93
1974	476 700	1,93
1982	515 800	0,99
1990	597 800	1,84
1999	706 300	1,85
2005	774 600	1,54
2010	832 474	1,44
2020	940 641	1,33
2030	1 029 052	0,90

Source : INSEE, recensements pour 1954 à 1999, TER (2005) pour 2005, INSEE (scénario central) pour les projections (Actif *et al.*, 2002), nos calculs pour les taux de croissance

TABLEAU 3 : ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE LA POPULATION DE 60 ANS ET PLUS ENTRE 2000 ET 2030

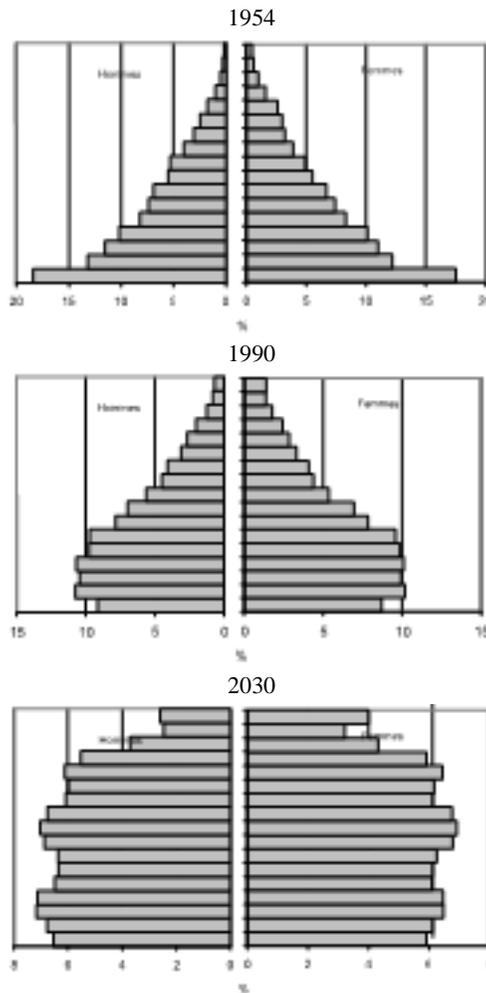
	Proportion des 60 ans et plus (%)
2000	10,0
2005	10,8
2010	12,0
2015	14,0
2020	16,2
2025	19,4
2030	22,1

Source : nos calculs à partir des projections de l'INSEE (scénario central) in Actif *et al.* (2002)

## 2. Analyse de la répartition par âges de 1954 à 2030

Les transformations de la pyramide des âges de la population réunionnaise indiquent à la fois la diminution de la fécondité et l'augmentation de l'espérance de vie (figure 2). La pyramide de 2030 issue du scénario central des projections de l'INSEE est semblable à celle de la France métropolitaine des années 2000. C'est à partir des années 1970 et de manière plus prononcée encore dans les années 1980 que la part de la population d'âge actif est en constante augmentation (tableau 4). Consécutivement, le rapport de dépendance ne cesse de diminuer et il devrait atteindre un seuil minimal de 0,80 au début des années 2010, date à partir de laquelle il devrait remonter, eu égard au vieillissement de la population et à la forte proportion de personnes âgées. Sur longue période, c'est au cours des décennies 2000 et 2010 que le rapport de dépendance connaîtra ses valeurs les plus faibles. Quelles conséquences ceci pourrait avoir sur le marché du travail réunionnais ?

FIGURE 2 : PYRAMIDES DES ÂGES EN 1954, 1990, 2030



Source : INSEE, recensements, projection INSEE (scénario central) pour 2030 (Actif *et al.*, 2002)

TABLEAU 4 : ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'ÂGES ET DU RAPPORT DE DÉPENDANCE ENTRE 1954 ET 2030

	0-19 ans (%)	20-59 ans (%)	60 ans et + (%)	Rapport de dépendance*
1954	52,1	42,6	5,3	1,35
1961	54,0	40,7	5,3	1,46
1967	56,3	38,4	5,3	1,60
1974	54,1	39,9	6,0	1,51
1982	49,0	44,0	7,0	1,27
1990	40,0	51,4	8,6	0,95
1999	36,2	53,8	10,0	0,86
2010	32,3	55,6	12,0	0,80
2020	29,0	54,7	16,2	0,83
2030	26,3	51,6	22,2	0,94

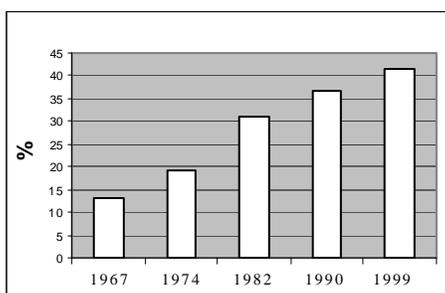
\* Proportion des 0-19 ans et des 60 ans et + / proportion des 20-59 ans

Source : INSEE, recensements et nos calculs à partir des projections de l'INSEE (scénario central) in Actif *et al.* (2002)

### 3. Démographie et marché du travail : analyse rétrospective

Pour répondre à la précédente question, examinons dans un premier temps la dynamique de l'emploi à la lumière de la croissance démographique. Comme nous l'avons mentionné en introduction, la Réunion détient le record du taux de chômage le plus élevé, que ce soit en tant que Région européenne ou Département français. Depuis 1967, en effet, il ne cesse d'augmenter (figure 3) jusqu'à atteindre la valeur de 42% au sens du recensement<sup>4</sup> en 1998. Ce n'est qu'en 1999 que la tendance s'est inversée mais pour une courte période seulement, le taux de chômage ayant remonté en 2003 puis en 2004 (TER 2005).

FIGURE 3 : ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU RECENSEMENT ENTRE 1967 ET 1999



Source : INSEE, Recensements

<sup>4</sup> Au sens du recensement, est considérée comme chômeur toute personne se déclarant spontanément sans emploi et à la recherche d'un emploi. Le chômage au sens du BIT, établi lors des enquêtes annuelles d'emploi, est plus restrictif : pour être chômeur, il faut ne pas avoir travaillé du tout au cours de la semaine de référence et avoir effectué des démarches de recherche au cours du mois précédent l'enquête. Le chômage à la Réunion n'est mesuré au sens du BIT que depuis 1992 et actuellement, c'est dans ce sens que l'INSEE le décline (cf. par exemple TER 2005). Mais jusqu'au recensement de 1990, les données sur le chômage ne sont disponibles qu'au sens du recensement.

Sur longue période, à la Réunion, la tendance à la hausse du taux de chômage suit celle de la population active. Cette dernière augmente de manière relativement plus importante que la population générale, avec des écarts annuels allant de 1,0 à 2,6 points. Ainsi pour la période 1974-1982, la population connaît un taux de croissance annuel moyen de 1,0% et la population active de 3,6%. On peut alors considérer que la grande rapidité de la transition démographique et les modifications structurelles qui s'en sont ensuivies ont joué et jouent un rôle non négligeable dans la situation du marché du travail réunionnais. Le tableau 5 indique en effet que la dynamique démographique est principalement à l'origine de l'accroissement de la population active. Mais il ne faut pas en déduire pour autant que la démographie est la cause principale du chômage. D'autres paramètres jouent un rôle essentiel.

TABLEAU 5 : ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ACTIVE AU SENS DU RECENSEMENT  
ENTRE 1967 ET 1999 (POPULATION DE 15 ANS ET PLUS)

	1967-1974	1974-1982	1982-1990	1990-1999
Taux d'accroissement moyen annuel (%)	2,9	3,6	3,6	2,8
Accroissement total	3 400	5 500	7 200	7 250
<i>Dont : Hommes</i>	1 100	3 000	3 000	3 050
<i>Femmes</i>	2 300	2 500	4 200	4 200
Accroissement dû à la démographie*	2 900	4 600	5 050	5 800
Accroissement dû à l'évolution des taux d'activité	500	900	2 150	1 450
<i>Dont : Hommes</i>	-1 000	-300	-350	-300
<i>Femmes</i>	1 500	1 200	2 500	1 750

\* Accroissement qui aurait été observé si les taux d'activité étaient restés constants pendant la période considérée

Source : INSEE, TER 2005

Ces paramètres, nous y reviendrons, découlent de la transformation radicale de la société réunionnaise et de la structure des emplois<sup>5</sup>. Ces derniers ont changé de nature en quelques décennies puisque lors de la départementalisation en 1946, les deux tiers des actifs travaillent dans le secteur agricole tandis qu'en 2003, les trois quarts des emplois se trouvent dans le secteur tertiaire (tableau 6). Parmi eux, 56% sont concentrés dans l'administration et 44% dans les activités marchandes. Cette profonde modification structurelle s'est faite dans le contexte d'un développement économique réel, en témoignent les taux de croissance du PIB en volume de l'ordre de 5% annuel depuis les années 1970 (Rochoux 2004, AFD *et al.* 2004). Pour la période 1995-2001, l'augmentation du niveau de vie a été de 15% en francs constants (Perrain 2004), cette amélioration ayant bénéficié à toutes les catégories de ménages et surtout aux plus défavorisés d'entre eux. La seule ombre au tableau économique demeure le chômage, puisque le mode de développement de la Réunion n'assure actuellement un emploi qu'aux deux tiers de la population active. Le taux de chômage des jeunes notamment est particulièrement préoccupant (tableau 7).

<sup>5</sup> Pour une étude détaillée du processus de développement de la Réunion, on pourra consulter par exemple Maestri (1999) ou Widmer (2005).

TABLEAU 6 : SECTEURS D'EMPLOI EN 2003

	Effectif	%
<i>Emplois salariés</i>		
Agriculture	3 067	1,5
Industrie	13 363	6,5
Construction-BTP	11 368	5,5
Tertiaire	155 563	75,7
<i>Total Emplois salariés</i>	<i>183 361</i>	<i>89,2</i>
Emplois non salariés	22 274	10,8
Total emplois	205 635	100,0

Source : INSEE, TER 2005

TABLEAU 7 : TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU BIT PAR SEXE ET PAR ÂGE EN 2004

		Taux de chômage (%)
Hommes	15-24 ans	55,1
	25-49 ans	29,8
	50 ans et +	17,8
	Total	31,8
Femmes	15-24 ans	58,1
	25-49 ans	35,1
	50 ans et +	17,5
	Total	35,8
Ensemble	15-24 ans	56,4
	25-49 ans	32,1
	50 ans et +	17,7
	Total	33,5

Source : INSEE, TER 2005

Les trois grandes variables explicatives de cette situation sont démographiques, sociales et économiques. Le rapport de l'AFD *et al.* (2004, p.11) mentionne ainsi :

- « la croissance démographique traduite par l'évolution de la population en âge de travailler ;
- la montée du taux d'activité, par l'entrée des femmes sur le marché du travail, qui explique l'écart entre la croissance de la population active et celle de la population en âge de travailler ;
- les progrès de productivité qui sont à la source de l'écart important entre les rythmes de croissance économique et de création d'emploi ».

Nous avons déjà analysé la situation démographique, arrêtons-nous sur la seconde composante. Le tableau 5 indique la part de la montée des taux d'activité féminine dans la population active, le tableau 8 détaille la progression des taux d'activité selon le sexe et montre que c'est le seul taux d'activité féminine qui explique la progression du taux d'activité dans son ensemble. Les taux d'activité masculine auraient même tendance à diminuer au fil des années. Cette progression des taux d'activité féminine sur le taux d'activité générale est telle qu'elle domine largement l'effet en sens inverse de l'allongement des études. Nous ne

détaillerons pas davantage ce phénomène très classiquement observé au cours des transitions démographiques liées à la modernisation socio-économique. Mentionnons néanmoins que le taux d'activité féminine à la Réunion reste en dessous de celle de la métropole et des autres DOM. Ainsi, en 2004, il est de 16 points inférieur à celui de la métropole pour les femmes de la classe d'âges de 25 à 49 ans (TER 2005).

TABLEAU 8 : ÉVOLUTION DES TAUX D'ACTIVITÉ PAR SEXE ENTRE 1974 ET 1999

Taux d'activité (%)	1974	1982	1990	1999
Hommes	69,9	68,5	67,1	66,0
Femmes	29,9	35,1	44,4	50,4
Total	48,9	51,2	55,5	58,0

Source : INSEE, Recensements

La troisième variable pouvant expliquer le niveau élevé du taux de chômage sur longue période à la Réunion est l'évolution même du système productif. Le passage d'une économie agricole et agroalimentaire à une économie de services s'est fait grâce à des gains de productivité importants et sans créations massive d'emplois. L'AFD *et al.* (2004, p.15) analysent cette hausse de la productivité comme un facteur tout aussi déterminant que la croissance démographique ou l'augmentation des taux d'activité dans l'explication de l'évolution du chômage réunionnais. Dimou (2004) précise ce mécanisme et pointe comme responsables du chômage l'absence de spécialisation industrielle de pointe, l'éparpillement et la très petite taille des entreprises, ou encore la situation oligopolistique des firmes spécialisées dans l'import distribution, toutes ces caractéristiques de l'économie réunionnaise faisant qu'il n'y a pas d'effet d'entraînement productif local. Ce point de vue est confirmé par l'analyse comparative du développement socio-économique de l'île voisine, Maurice. En effet, avec une situation démographique et une progression des taux d'activité féminine similaires à celles de la Réunion, les choix économiques de Maurice ont pu entraîner le chômage sur une pente descendante depuis les années 1970 aboutissant à des niveaux très bas dans les années 1990 (Dimou 2004, Widmer 2005).

Ce sont donc des tendances lourdes et structurelles qui déterminent le faciès du marché de l'emploi réunionnais. Jusqu'à la fin du vingtième siècle, les effets conjoncturels et les mesures de politiques d'emploi n'ont pu jouer qu'à la marge (AFD *et al.* 2004). La variable démographique dans un tel contexte ne peut être incriminée comme seule fautive de la situation d'emploi de l'île. Ce sont, paradoxalement, de nombreux facteurs que l'on peut juger positivement (jeunesse de la population, absence d'émigration nette, émancipation féminine, croissance économique forte, modernisation rapide de l'appareil productif, qualification du travail, mise en place progressive d'un environnement performant sur le plan des infrastructures et du cadre institutionnel, administratif et réglementaire) (AFD *et al.* 2004, p.45) qui sont à l'origine de la mauvaise performance du marché de l'emploi. Car même si la transition démographique a été extrêmement rapide, les taux de croissance arborés par l'économie sont depuis plusieurs décennies bien supérieurs à ceux de la population active, et auraient pu théoriquement absorber le flux des nouveaux-venus sur le marché de l'emploi.

#### 4. Démographie et marché du travail : analyse prospective

L'INSEE a effectué les projections de population active réunionnaise (Actif *et al.* 2002). Les effectifs de la population d'âge actif en 2030 sont en grande partie déjà déterminés puisque les individus qui auront entre 20 et 60 ans en 2030 sont nés ou naîtront entre 1970 et 2010 et que la mortalité qui affecte ces tranches d'âges est faible. La seconde variable à prendre en compte pour passer de la « population d'âge actif » à la « population active » est le taux

d'activité par âge. Un modèle logistique permet de projeter les taux d'activité qui devraient augmenter pour les femmes vers un niveau proche de ceux de la métropole et diminuer pour les jeunes eu égard à la prolongation croissante de la durée des études. La troisième variable, la grande inconnue, demeure la migration dont les valeurs retenues dans les scénarios affectent de manière importante les résultats des projections. Dans l'hypothèse d'une forte émigration, le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail en 2030 pourrait être nul, tandis qu'il serait de l'ordre de 3 500 dans le cas d'une forte immigration. Toujours est-il que ce dernier chiffre reste largement inférieur au nombre d'actifs qui se présentent actuellement chaque année sur le marché du travail, à savoir environ 7 000 par an. C'est vers 2010 que le nombre d'actifs va diminuer et la variable « migration » jouera un rôle majeur dans la détermination des effectifs de la population active. D'un point de vue socio-démographique, c'est-à-dire en tenant compte à la fois de la croissance démographique et de l'évolution des taux d'activité, l'INSEE considère donc que la pression sur l'emploi va diminuer à partir des années 2010.

Si l'on raisonne en termes relatifs, il est important de noter que la structure par âge de la population réunionnaise va être théoriquement favorable à l'économie dans les quinze prochaines années. En effet, c'est pendant cette période que la proportion de la population en âge d'activité va être la plus nombreuse (tableau 3). Le rapport actifs/inactifs va être élevé, ce qui est propice à l'épargne et à l'investissement. Un autre type de calcul (tableau 9) indique une période un peu plus courte puisque c'est à partir de 2015 que la croissance de la population générale sera significativement supérieure à celle de la population des 20-59 ans. Connue sous les appellations de « bonus démographique », « âge d'or démographique », « dividende démographique » ou encore « fenêtre d'opportunité », ce phénomène a contribué pour une bonne partie de la croissance économique des nouveaux pays industrialisés asiatiques mais aussi de celle de l'Irlande (Rand 2002). Selon les termes consacrés, il s'agit à la fois d'un défi et d'une opportunité. L'opportunité est celle de bénéficier d'un taux de dépendance (nombre d'inactifs par actif) relativement faible. Le défi est celui de corréliser la croissance économique à celle des emplois, en misant notamment sur un capital humain des jeunes générations supérieur à celui des générations précédentes. C'est ainsi que la croissance des nouvelles puissances économiques asiatiques s'est appuyée sur une intense politique de formation supérieure et d'encouragement à l'innovation et à l'investissement (Mason 1997).

TABLEAU 9 : DIFFÉRENCE ENTRE LE TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN DES 20-59 ANS ET CELUI DE LA POPULATION TOTALE

	Différence de croissance (point)
2000-2005	0,57
2005-2010	0,33
2010-2015	-0,02
2015-2020	-0,32
2020-2025	-0,64
2025-2030	-0,55

Source : nos calculs à partir des projections de l'INSEE (scénario central) in *Actif et al.* (2002)

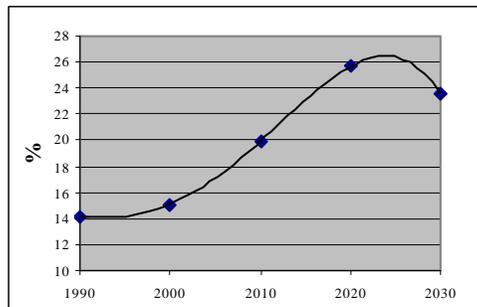
Ce qui ressort des analyses sur la fenêtre d'opportunité<sup>6</sup> est que la composante démographique n'est jamais suffisante à elle seule pour servir le développement mais qu'elle peut être le moment propice pour accompagner un ensemble de mesures ou de changements

<sup>6</sup> Voir par exemple les communications présentées lors du séminaire du Ciced, 23-26 février 2004, Paris : *Les transitions des structures par âge : bonus démographique, mais défis nouveaux pour la population et le développement durable*.

socio-économiques. Comme l'indique par exemple Partida-Bush (2004), dans le cas du Mexique, si les programmes d'éradication de l'extrême pauvreté, de renforcement du capital humain (éducation), de progrès pour tous en matière de santé de la reproduction, d'encouragement du travail formel pour stimuler l'épargne et les investissements productifs, ne fonctionnent pas, alors la fenêtre d'opportunité se refermera<sup>7</sup>.

Dans le cas de la Réunion, l'ouverture progressive de la fenêtre d'opportunité dans les années 1980 et surtout dans les années 1990 n'a de toute évidence pas profité au marché de l'emploi. Il serait à notre avis souhaitable que les relations entre les variables stratégiques citées fassent l'objet d'une réflexion approfondie en ce sens pour tirer davantage parti de cette fenêtre au cours des prochaines années. Si l'on peut penser que les modifications de la structure de consommation issues des changements de la pyramide des âges ne vont pas avoir un impact économique important, en revanche certains bouleversements socio-démographiques pourraient être l'occasion de créer des emplois en nombre conséquent. Nous pensons en premier lieu au doublement prévu du nombre de ménages d'ici 2030, consécutivement au vieillissement de la population, à sa croissance et aux nouveaux modes de cohabitation (Actif *et al.* 2002). Le parc de logements existants devra donc être doublé et le secteur du bâtiment devrait se renforcer. Un deuxième aspect du vieillissement dans sa composante politique est la volonté des collectivités locales réunionnaises mais aussi de l'État français de maintenir autant que faire se peut les personnes âgées à domicile. Ceci pourra se faire via une politique ambitieuse de recrutement et formation de travailleurs sociaux dans le domaine des services de proximité aux personnes âgées. Enfin, mentionnons un dernier levier d'action politique qui est celui du traitement des travailleurs âgés. L'âge de la retraite pourra être repoussé à 65 ans ou au contraire les travailleurs pourront bénéficier d'une pré-retraite à 55 ans. Ces mesures ne seront pas négligeables en termes d'emploi car le contexte est celui d'un vieillissement important de la population active réunionnaise jusqu'en 2025 (figure 4). En métropole, la part de la population âgée dans la population active se stabilise à partir de 2006<sup>8</sup> (Blanchet 2002).

FIGURE 4 : PROPORTION DES 50-59 ANS DANS LA POPULATION ÂGÉE DE 20 À 59 ANS (%) DE 1990 À 2030



Source : INSEE, recensement pour 1990, projection INSEE (scénario central) pour 2000 à 2030 (Actif *et al.*, 2002)

## 5. Conclusion

Comme l'indiquent Aglietta *et al.* (2002, p.113), le thème démographie et marché du travail « peut être abordé sous l'angle plutôt malthusien (la croissance démographique comme

<sup>7</sup> « Opportunity window will close without having been exploited while it was open », p.14.

<sup>8</sup> Scénario de projection médian.

facteur de chômage) ou plutôt populationniste (la croissance démographique comme facteur de soutien de la demande, ou de fluidification du marché du travail). Mais sur ce thème particulier, la position la plus courante est sans doute une position de strict neutralisme : la démographie serait sans incidence aucune sur l'équilibre du marché du travail ».

Les résultats auxquels nous aboutissons ici sont que la démographie n'est pas à stigmatiser de manière principale voire univoque dans le chômage à long terme que connaît la Réunion. D'autres variables interviennent dans ce phénomène de société et elles sont parfois plus importantes que les variables démographiques. Les politiques d'emploi, le type de développement économique, l'aménagement et le rééquilibrage du territoire, la formation initiale et continue, la création d'infrastructures dans le domaine des transports sont autant de composantes fondamentales. Dans leur étude sur la transition de la structure par âges des populations, Adioetomo *et al.* (2005) insistent justement sur les autres transitions qui l'accompagnent. Parmi elles, mentionnons les transformations des structures familiales, celle de la mobilité et celle des secteurs de main-d'œuvre, notamment le niveau de qualification plus élevée nécessaire dans un secteur tertiaire croissant pour tirer parti du bonus démographique.

Ces quelques considérations peuvent alimenter le débat quant au poids à accorder aux variables démographiques dans les politiques futures à la Réunion. Parmi elles, la migration est sans doute celle qui jouera le rôle le plus déterminant sur le marché de l'emploi. Cependant, une réflexion reste à mener sur les conséquences de la transition économique de l'île, moins analysées que celle de la transition démographique (AFD *et al.* 2004). Si l'on en croit Rochoux (2004, p.35), ceci est actuellement opportun : « du fait de son histoire particulière (politique, institutionnelle et économique) la Réunion se trouve actuellement à un moment délicat de son développement. Les recettes, les politiques publiques et les stratégies privées du passé ne sont plus suffisantes, celles indispensables pour franchir une nouvelle étape du développement, sont mal connues et restent en grande partie à construire. C'est en ce sens que l'économie réunionnaise est au milieu du gué ».

## BIBLIOGRAPHIE

- ACTIF N., LARDOUX J.-M., MEKKAOUI J., 2002, « La population en 2030 », *INSEE Résultats*, n°19, INSEE Réunion, 84 p.
- ADIOETOMO S.M., BENINGUISSE G., GULTIANO S., HAO Y., NACRO K., POOL I., 2005, « Policy implications of age-structural changes », *Policy Papers Series*, n° 1, CICRED, Paris, 22 p.
- AFD, IEDOM, INSEE, 2004, *Chômage, productivité et politique d'emploi à La Réunion : une double transition presque réussie*, Saint-Denis, 46 p.
- AGLIETTA M., BLANCHET D., HÉRAN F., 2002, *Démographie et économie*, Conseil d'Analyse Économique, Documentation Française, Paris, 343 p.
- BLANCHET D., 2002, « Le vieillissement de la population active : ampleur et incidence », *Économie et Statistique*, n° 355-356, pp. 123-138.
- CATTEAU P., CATTEAU C., 1999, « Révolution épidémiologique et démographique à La Réunion », in Maestri E. (ed.), *1946 : La Réunion, Département. Regards sur La Réunion contemporaine*, L'Harmattan, Paris, pp. 73-84.
- COLLIEZ J.-P., MEKKAOUI J., 2002, « Le chômage en 2001. Situation critique mais en amélioration », *Économie de la Réunion*, INSEE Réunion, n° 112, pp. 26-27.

- DIMOU M., 2004, « La divergence des trajectoires industrielles dans les Mascareignes : une comparaison de la croissance de long terme entre la Réunion et Maurice » in Maurin A., Montauban J.-G., Vellas F. (eds.) *L'enjeu du développement économique insulaire*, Sedes, pp. 419-442.
- DURANCE P., 2005, « Démographie et vieillissement des territoires », Séminaire *Prospective Info*, Compte rendu de la séance du 20 janvier, DATAR, Paris, 18 p.
- FESTY P., HAMON C., 1983, « Croissance et révolution démographiques à la Réunion », *Travaux et Documents*, n° 100, INED, Paris, 116 p.
- FINANCE J., 1948, *Rapport sur le département de la Réunion*, 66 p.
- LOPEZ A., (web), *Le peuplement et l'histoire de la Réunion*, [www.reunion.iufm.fr/CD20%Lopez](http://www.reunion.iufm.fr/CD20%Lopez)
- MAESTRI E. (ed.), 1999, 1946 : *La Réunion, Département. Regards sur La Réunion contemporaine*, L'Harmattan, Paris, 635 p.
- MASON A., 1997, « Will population change sustain the "Asian Economic Miracle" ? », *Asia Pacific Issues*, n°33, October, 8 p.
- PARTIDA-BUSH V., 2004, « How demographic transition forms demographic bonus and aging process in Mexico » Séminaire *Les transitions des structures par âge: bonus démographique, mais défis nouveaux pour la population et le développement durable*, CICRED, Paris, 23-26 février, 15 p.
- PERRAIN D., 2004, « Hausse des revenus de vie et réduction des inégalités », *Économie de la Réunion*, INSEE Réunion, n° 119, pp. 4-6.
- RAND, 2002, « Le bonus démographique. Comment les dynamiques de population peuvent influencer la croissance économique », *Population Matters*, RB5065, Santa Monica, Californie, 4 p.
- ROCHOUX J.-Y., 2004, « Croissance économique et chômage à La Réunion en 2020 : perspectives et politiques » in Maurin A., Montauban J.-G., Vellas F. (eds.) *L'enjeu du développement économique insulaire*, Sedes, pp. 31-74.
- SQUARZONI R., 1986, « Quarante ans de départementalisation. Une révolution pacifique », *Économie de la Réunion*, n° 23, INSEE Réunion, pp. 2-9.
- TER, 2005, *Tableau économique de la Réunion 2005-2006*, INSEE Réunion, 223 p.
- WIDMER I., 2005, « La Réunion et Maurice », *Cahiers*, n° 155, INED, 291 p.